

64e Assemblée générale des Nations unies

DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

New York (États-Unis) – Mercredi 23 septembre 2009

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations unies,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs les représentants des États,

En prenant la parole devant vous aujourd'hui, au nom de la France, j'ai bien conscience que dans les circonstances où nous nous trouvons, nous sommes tous confrontés à une responsabilité historique.

Nous sommes en plein milieu d'une crise financière, économique, sociale sans précédent ; nous sommes à la veille d'une catastrophe écologique planétaire ; nous devons maintenant inventer un monde nouveau où les folies d'hier ne seront plus possibles.

C'est la responsabilité qui nous incombe. Nous savons tous maintenant vers quelles catastrophes peut nous conduire notre obstination à essayer de régler les problèmes du XXIe siècle avec les instruments et les idées du XXe siècle. Désormais, plus un seul d'entre nous ne pourra prétendre qu'il ne savait pas. Il y a une prise de conscience universelle que la voie dans laquelle le monde était engagé depuis plusieurs décennies était sans issue.

La prise de conscience est universelle. La voie dans laquelle le monde s'était engagé depuis plusieurs décennies, cette voie est une impasse. Cette prise de conscience se fait dans la peine, la souffrance et l'angoisse. Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement, nous sommes comptables politiquement, moralement de cette souffrance accumulée sur la planète. Il y a des dizaines de millions d'hommes et de femmes qui ont perdu leur emploi, leur maison. Il y a un milliard d'êtres humains qui souffrent de la faim, des centaines de millions d'êtres humains qui n'ont pas accès à l'eau, à l'énergie, qui n'ont pas les soins médicaux minimum.

À ces centaines de millions d'habitants de la planète, il nous appartient à nous, chefs d'État et de gouvernement, et à personne d'autre de rendre l'espoir. Ceux qui payent les conséquences de la crise n'y sont pour rien. À tous ceux qui sont indignés par les comportements de ceux, dans la finance, qui nous ont conduits au bord du chaos et qui voudraient continuer à s'enrichir d'une façon indécente, nous devons une réponse. À ceux qui meurent encore dans des guerres absurdes qui datent d'un autre âge, alors que l'humanité a tant de défis à relever, nous devons une réponse. Et la réponse de la France, elle est sans ambiguïté : cela ne peut plus continuer comme avant. Nous devons changer,

nous ne pouvons pas accepter que tout recommence pour qu'une autre catastrophe se produise demain.

Après un tel démenti de nos habitudes de pensée, de nos préjugés, au fond, la tâche qui repose sur nos épaules est exactement la même que celle qui reposait sur les épaules des hommes de bonne volonté qui ici, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont posé les bases d'un nouvel ordre politique, économique et monétaire mondial. La génération qui nous a précédés a été à la hauteur de ses responsabilités. Voici la question qui se pose aujourd'hui : saurons-nous, nous-mêmes, être à la hauteur de cette même responsabilité ?

Le monde va changer. Il ne peut en être autrement. Le monde va-t-il changer parce que nous saurons faire preuve de sagesse, d'intelligence, de courage ou bien le monde va-t-il changer parce que de nouvelles crises surviendront si nous n'avons pas la sagesse de prendre la voie de changements radicaux ? La vérité, c'est que nous avons déjà trop attendu pour réguler la mondialisation, pour lutter contre le réchauffement climatique, pour faire obstacle à la prolifération nucléaire.

Et je veux dire aux dirigeants iraniens avec solennité qu'en misant sur la passivité de la communauté internationale pour poursuivre leur programme nucléaire militaire, ils commettraient une erreur tragique. Nous avons trop attendu pour rétablir la paix au Moyen-Orient en donnant au peuple palestinien cet État qui lui est dû, au nom du droit et de la justice. Et nous avons également trop attendu pour garantir au peuple d'Israël ce droit de vivre en sécurité que les tragédies de l'Histoire lui ont rendu si nécessaire.

Nous savons ce qu'il nous reste à faire : élargir le cercle des membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité. Je le dis au nom de la France, il est inacceptable que le continent africain n'ait pas un seul membre permanent au Conseil de sécurité, c'est inacceptable, parce que c'est injuste. Il est inacceptable que le continent sud-américain, avec cette grande puissance qu'est le Brésil, que l'Inde avec son milliard d'habitants, ou encore le Japon ou l'Allemagne soient exclus des membres permanents du Conseil de sécurité. C'est inacceptable et je le dis ici, il en va de la légitimité de l'ONU. Soit l'ONU se réforme et elle sera plus légitime, soit l'ONU choisit l'immobilisme et les grandes décisions, hélas, se prendront à l'extérieur de l'ONU.

Il faut réformer le FMI et la Banque mondiale. C'est une nécessité. Les droits de vote doivent y être plus équitablement répartis entre les pays. Et la mission du FMI, comme de la Banque mondiale doit être redéfinie. Conserver le FMI, le cantonner dans le rôle de gardien d'une orthodoxie que la crise a si fortement ébranlée serait une erreur tragique. Il faut refonder le système monétaire international, Mesdames et Messieurs, il ne peut pas y avoir un monde multipolaire politiquement et unimonétaire monétairement. Ce n'est pas acceptable et ce n'est pas possible. Il faut refonder le capitalisme financier. La France ne renoncera pas, parce qu'un système où l'on ne paye pas le vrai prix du risque et le vrai prix de la rareté est un système suicidaire. Il faut en finir avec les paradis fiscaux, car nous n'avons pas à tolérer les lieux où se cache l'argent de la spéculation, du crime et l'argent de la fraude. Cela ne dépend que de nous, personne dans le monde ne comprendrait que nous transigions avec cet objectif.

Il faut limiter les fluctuations des cours des matières premières soumis à une spéculation excessive, à commencer par le pétrole, cette instabilité est insupportable. On doit payer aux pays qui disposent de matières premières le juste prix de ces matières premières et on ne doit pas accepter que la spéculation déstabilise le monde sur les cours de ces matières premières.

Nous devons fixer des objectifs chiffrés à Copenhague, en matière d'émissions de gaz à effet de serre, nous ne pouvons plus différer le moment du choix. Nous devons créer une organisation mondiale de l'environnement. Nous devons reconnaître la légitimité du principe de la taxe carbone aux frontières, pour que nul ne puisse tirer bénéfice, ce qui serait un comble, d'un dumping environnemental.

Nous ne pouvons pas laisser le droit du commerce imposer seul sa loi. Je crois au libre-échange mais il y a des normes fondamentales qui existent, nous sommes membres de l'Organisation mondiale de la santé, à quel titre et de quel droit bafouons-nous le droit à la santé de ceux qui n'ont rien ? Nous sommes membres l'Organisation internationale du travail, qui a défini huit normes fondamentales du travail, pourquoi accepter que ces normes soient bafouées ? **Le droit à la santé, le droit à un minimum de respect de la question sociale, le droit de la protection de la planète compte autant que le droit du commerce, il n'y a pas un de ces droits qui est supérieur aux autres.**

On ne peut pas demander aux pays en développement et aux pays pauvres de respecter ces normes sans que nous-mêmes, les pays riches, nous ne les aidions dans leurs efforts. Nous appartenons tous à la même humanité, nous vivons sur la même planète. Nous sommes tous concernés par les mêmes défis. Alors oui, il faut être capables de partager nos technologies. Cela concerne la France et la France y est prête comme les autres pays riches de la planète. Oui, il nous faudra trouver de nouvelles ressources pour l'aide au développement, pour relever ensemble le défi écologique et, s'il le faut, je n'hésite pas à le dire, nous trouverons ces ressources en taxant les gains excessifs de la spéculation et de la rente. Il n'y a pas à aller chercher beaucoup plus loin des ressources, elles existent là.

Je lance un appel à tous les États, à toutes les organisations internationales pour que les recommandations de la commission présidée par Joseph STIGLITZ soient mises en œuvre partout. Nous nous trompons dans les critères et les indicateurs de calcul de la croissance. Mesdames et Messieurs, la tâche est immense, elle ne fait que commencer, alors raison de plus pour commencer maintenant et commencer vite. Nous n'avons plus le temps. Chacun doit être conscient de ce qui se passerait si nous devions rentrer dans notre pays les uns comme les autres, en expliquant à nos concitoyens que nous avons été incapables de nous entendre, d'imaginer de nouvelles solutions, alors qu'eux souffrent tant des conséquences de la crise. Je veux avertir très simplement qu'à Pittsburgh et à Copenhague, rien ne serait pire qu'un compromis médiocre. L'opinion mondiale et les circonstances exigent que l'on règle réellement les problèmes et nous interdisent de faire semblant.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, les risques de crise les plus graves, si nous nous laissons aller à l'immobilisme, ne sont pas derrière nous, ils sont devant nous. Nous sommes dans un de ces moments de l'Histoire où les décisions politiques engagent profondément l'avenir et pour longtemps. Nous n'avons pas le choix, nous devons prendre des risques parce que le plus grand risque aujourd'hui serait de ne rien faire, de nous laisser

porter par la force des habitudes, de penser que nous avons le temps. Du temps, la France est venue vous dire que nous n'en avons plus. Mesdames et Messieurs, je souhaite que cette année 2009 soit celle de la refondation d'un nouvel ordre mondial plus juste, plus efficient, dans lequel chacun d'entre vous pourra se reconnaître.

Je vous remercie